


 <https://www.aefinfo.fr/depeche/713784-menj-en-cinq-mois-nicole-belloubet-n-a-pas-eu-le-t...>

 Erwin Canard

 13 min read

MENJ : en cinq mois, Nicole Belloubet n'a pas eu le temps ni l'occasion de laisser son empreinte

Nommée en février dernier, Nicole Belloubet a eu pour mission d'apaiser les relations avec les enseignants, échaudés par le "choc des savoirs" et le passage éclair et houleux d'Amélie Oudéa-Castéra. Mais le contrat n'a pas été totalement rempli puisque la ministre et son cabinet ont dû assurer le pilotage de deux réformes d'ampleur lancée par son prédécesseur Gabriel Attal : le "choc des savoirs" et ses groupes de niveau, largement rejetés par le milieu éducatif, et la formation des enseignants qui n'est finalement pas allée à son terme. L'ancienne rectrice et ancienne garde des Sceaux a dû gérer aussi plusieurs crises dans des établissements scolaires, à la suite de violences visant des personnels ou des élèves. En un peu plus de cinq mois, la 4^e ministre de l'Éducation nationale depuis mai 2022 n'a pas eu le temps de lancer de réforme en son nom, ni d'imprimer sa marque.



Nicole Belloubet a été nommée ministre de l'Éducation nationale et de la Jeunesse en février dernier. JBVNews

Alors le gouvernement de Gabriel Attal vient de présenter sa démission, quel bilan peut-on faire de l'action de Nicole Belloubet, qui gère désormais les affaires courantes dans l'attente d'un nouveau gouvernement, après un peu plus de cinq mois passés rue de Grenelle ? Lors de sa nomination en février dernier dans le gouvernement de Gabriel Attal, l'ancienne rectrice de Toulouse a été choisie pour remplacer Amélie Oudéa-Castéra au ministère de l'Éducation nationale.

Issue du Parti socialiste, ancienne garde des Sceaux d'Emmanuel Macron entre 2017 et 2020, cette professeure des universités de 68 ans connaît les arcanes du ministère. Agrégée de droit, ancienne élue à la mairie de Toulouse et à la région Midi-Pyrénées, Nicole Belloubet a été rectrice de Limoges puis de Toulouse entre 1997 et 2005 – fonction dont elle avait démissionné pour protester contre les suppressions de postes dans son académie.

Sa mission ? Renouer le dialogue avec les organisations syndicales du monde de l'éducation, heurtées par le passage éclair d'Amélie Oudéa-Castéra et ses prises de position sur l'école publique, et en majorité opposées à la réforme lancée fin 2023 par Gabriel Attal sur le "choc des savoirs" ([lire sur AEF info](#)).

Groupes de "niveau" pour Gabriel Attal, groupes "de besoin" pour Nicole Belloubet

À la veille de la nomination de l'ancienne rectrice rue de Grenelle, le CSE avait d'ailleurs rejeté à l'unanimité le projet d'arrêté organisant les groupes de niveau au collège ([lire sur AEF info](#)). Dans ce contexte de forte opposition à cette réforme, la nouvelle ministre de l'Éducation nationale, 4e ministre nommée en un an, précisait d'emblée qu'elle s'inscrirait dans la lignée de ses prédécesseurs : se félicitant que l'école ait été érigée "comme priorité nationale, notamment avec le choc des savoirs", elle affirme alors qu'elle "s'appuiera sur toutes les avancées actées par [ses] prédécesseurs".

Pourtant, dans un article de 2016 visant à défendre la réforme du collège engagée par la ministre de l'Éducation en poste, Najat Vallaud-Belkacem, certaines prises de position de l'ancienne rectrice, notamment sur les groupes de niveau, pouvaient paraître en opposition avec la politique éducative menée par Gabriel Attal. Et, face aux syndicats comme dans les médias, Nicole Belloubet a tenté d'arrondir les angles sur cette réforme jugée discriminatoire pour tenter de convaincre qu'elle visait précisément à "faire réussir tous les élèves", et a toujours assuré "refuser tout tri social".

Elle a en particulier évoqué des groupes de "besoin", et non de niveau, expression utilisée par Gabriel Attal, conduisant ainsi les syndicats à dénoncer une "cascade sémantique" ([lire sur AEF info](#)). Si l'arrêté publié ne mentionne finalement pas le terme de "niveau" et évoque juste des groupes, une fronde générale persiste tant du côté des syndicats que de certains parlementaires, et la ministre peine à convaincre : deux recours doivent être étudiés par le Conseil d'État au printemps 2025, au motif que l'arrêté contredirait l'autonomie des établissements ([lire sur AEF info](#), [ici](#) et [là](#)).

Les discussions avec les organisations syndicales sur les modalités d'application précises de la réforme sont ainsi restées tendues tout au long du passage de Nicole Belloubet au MENJ, en dépit de la disparition de la notion de "niveau".

Par ailleurs, la dissolution de l'Assemblée nationale a aussi mis un frein à la publication officielle des textes issus du "choc des savoirs" (cf. encadré). Le sort de ces mesures reste donc incertain : si l'arrêté organisant les groupes au collège est officiellement paru, la mise en application pourrait s'avérer délicate sur le terrain à la rentrée prochaine, en raison de la contestation des enseignants et de personnels de direction qui y sont opposés ([lire sur AEF info](#)). Autre interrogation : le RN et le Nouveau Front populaire ayant tous deux déclaré vouloir abroger le "choc des savoirs", qu'advient-il de cette réforme avec un nouveau gouvernement ?

Les textes en attente de publication officielle

Le sort de certaines mesures issues du "choc des savoirs" restait suspendu aux résultats des élections législatives anticipées. Certains textes sont déjà parus au B.O., tels que :

- les groupes au collège en 6e et en 5e en mathématiques et en français ([lire sur AEF info](#)),
- les stages de réussite,
- la fin du "dernier mot aux familles" pour le redoublement ([lire sur AEF info](#)),
- les futures prépa-seconde expérimentées à la rentrée ([lire sur AEF info](#)).

D'autres textes sont en attente :

- les nouveaux programmes de français et mathématiques de cycle 1 et 2 ([lire sur AEF info](#)), qui doivent paraître cet été mais dont l'application est reportée pour la rentrée 2025,
- la labellisation des manuels ([lire sur AEF info](#)), également reportée : le décret a été validé par le Conseil d'État, et ils doivent être appliqués concomitamment aux nouveaux programmes,
- le nouveau brevet, dont les projets de textes devaient être étudiés au CSE du 4 juillet mais dont l'examen a été reporté.

Par ailleurs, si les nouveaux programmes d'EMC sont parus ([lire sur AEF info](#)), ceux d'éducation à la vie sexuelle et affective sont toujours en attente ([lire sur AEF info](#)).

une réforme de la formation des enseignants inachevée

Chantier enclenché là encore par son prédécesseur Gabriel Attal ([lire sur AEF info](#)), la réforme de la formation des enseignants a été un autre gros dossier de Nicole Belloubet durant sa présence rue de Grenelle, le ministère de l'Éducation nationale ayant été bien davantage à la manœuvre que celui de l'Enseignement supérieur.

Cette réforme devrait se mettre en place à partir de la rentrée 2024, avec le placement du concours de recrutement en L3 et la création de modules de préparation au concours en licence ([lire sur AEF info](#)). En 2025, les licences "professorat des écoles" (LPE) devraient être créées ([lire sur AEF info](#)) et les nouveaux masters "métiers de l'enseignement et de l'éducation" (M2E) remplacer les masters Meef ([lire sur AEF info](#)).

Comme pour le "choc des savoirs", les discussions avec les représentants de l'Éducation nationale sont difficiles, cette réforme étant contestée par la quasi-totalité des acteurs, reprochant en particulier une absence de concertation et le calendrier contraint ([lire sur AEF info](#)). Si les syndicats ont finalement obtenu que le statut de fonctionnaire soit octroyé aux étudiants en M1 ([lire sur AEF info](#)), de nombreux points restent à être précisés, comme la gouvernance des futures "écoles normales supérieures du professorat" (ENSP, [lire sur AEF info](#)). Après un avis favorable du Conseil d'État, la ministre avait annoncé la parution du décret cadrant la réforme, mais celle-ci a finalement été différée en raison du contexte politique et du refus du ministre des finances de signer le texte ([lire sur AEF info](#)). La poursuite de cette réforme inachevée reste donc incertaine avec le prochain changement de gouvernement.

la gestion de crises en lien avec la sécurité

Les cinq mois de Nicole Belloubet à la tête du ministère de l'Éducation nationale ont aussi été marqués par plusieurs agressions d'élèves et de personnels, au sein ou à proximité d'établissements scolaires. En réaction à ces événements, la ministre s'est emparée du sujet de la sécurité des établissements et de l'autorité à l'école, le plus souvent dans le sillage de Gabriel Attal qui a eu à cœur d'avoir la primeur des annonces sur ces thèmes.

À la suite de l'attentat d'Arras le 13 octobre 2023 et du piratage de plusieurs ENT d'établissements fin mars 2024, la ministre de l'Éducation nationale a ainsi annoncé le 29 mars la création d'une "équipe mobile de sécurité", des mesures sur la sécurité juridique des établissements et sur la sécurisation des ENT ([lire sur AEF info](#)).

Puis, à la suite d'agressions aux abords de leur établissement d'une collégienne à Montpellier le 2 avril et d'un collégien à Viry-Châtillon le 4 avril (ayant entraîné sa mort), Gabriel Attal a engagé un plan pour un "sursaut d'autorité à l'école" ([lire sur AEF info](#)). À sa suite, Nicole Belloubet a lancé une concertation sur "l'autorité à l'école", selon un calendrier "surréaliste" d'après l'ensemble des organisations syndicales ([lire sur AEF info](#)).

Dans ce cadre, le MEN a proposé une série de mesures : sanctionner les élèves perturbateurs aux examens, proposer à leurs parents une prise en charge en internat, faire signer aux responsables légaux un "contrat" avec les établissements scolaires, ou encore mettre en place un meilleur contrôle des réseaux sociaux ([lire sur AEF info](#)). Cette

concertation - qui devait déboucher sur des annonces mi-juin - n'a pas abouti, percutée par la dissolution de l'Assemblée nationale.

Autre sujet de crise qu'a dû piloter Nicole Belloubet, la protection des personnels de l'Éducation nationale, à la suite des menaces de mort reçues en mars par un proviseur parisien après avoir demandé à une lycéenne de retirer son voile ([lire sur AEF info](#)).

turn-over des ministres, "une difficulté pour l'Éducation nationale"

"L'Éducation nationale nécessite du temps long et de la stabilité [...]. Le manque de continuité est une difficulté pour l'Éducation nationale", estime Nicole Belloubet sur *RMC* le 17 juillet, interrogée sur le changement fréquent de ministres de l'Éducation nationale depuis mai 2022 (quatre ministres en un peu plus de deux ans).

Nicole Belloubet aurait-elle souhaité rester plus longtemps au poste de ministre de l'Éducation nationale ? "Exactement", confie la ministre, qui aurait aimé travailler sur "la cohésion au sein de l'école, la mixité dans les établissements et les classes, la pédagogie différenciée et les temps de l'enfant".

budget de l'État : quelles économies concernant l'éducation nationale ?

Seulement quelques jours après son arrivée rue de Grenelle, Nicole Belloubet a dû faire avec une réduction imprévue du budget de l'Éducation nationale de près de 700 M€ pour l'année 2024, dans le cadre d'économies imposées à l'État ([lire sur AEF info](#)).

Fin mai, la ministre convenait qu'il restait "130 M€ à trouver" après avoir "agi sur les réserves de précaution et le reliquat de trésorerie des EPLE, sur des prévisions techniques en matière de GVT, de grèves, de jours de carence, et sur des crédits réservés", ainsi qu'après avoir "réalisé des efforts de fonctionnement du ministère, à hauteur de 60 M€" ([lire sur AEF info](#)). Nicole Belloubet assurait que cette restriction budgétaire n'entraînerait aucune suppression d'emplois, mais n'a pas détaillé les sujets ciblés.

Le gouvernement a dû aussi faire machine arrière en mai sur un projet d'économies visant les heures supplémentaires dans les EPLE pour la fin de l'année scolaire, devant la levée de bouclier des chefs d'établissement ([lire sur AEF info](#)).

les autres évènements marquant des cinq mois de nicole belloubet

Grève de plusieurs mois en Seine-Saint-Denis. Des personnels de l'Éducation nationale de Seine-Saint-Denis ont commencé une grève le 26 février pour demander un "plan d'urgence pour l'éducation" dans le département ([lire sur AEF info](#)), qui s'est étalée tout au long des mois suivants. Nicole Belloubet a rencontré la délégation intersyndicale en avril, cette dernière déplorant ensuite l'absence "d'annonces concrètes" et "d'engagement en termes de moyens" ([lire sur AEF info](#)). La ministre devait de nouveau recevoir la délégation le 11 juin, mais la rencontre a été annulée suite à la dissolution de l'Assemblée nationale.

Polémique autour du privé sous-contrat. À la suite des polémiques ayant touché sa prédécesseure Amélie Oudéa-Castéra ([lire sur AEF info](#)), Nicole Belloubet a été confrontée à la question de l'enseignement privé sous contrat. Un rapport parlementaire a notamment pointé plusieurs difficultés, autour par exemple du financement et des contrôles ([lire sur AEF info](#)). La ministre s'est alors positionnée en faveur d'une plus grande transparence ([lire sur AEF info](#)) et a annoncé le renforcement des contrôles ([lire sur AEF info](#)).

Voie pro : suite de la réforme et reprise du dialogue. Aucune nouvelle mesure ou réorientation de la réforme de la voie professionnelle n'ont été décidées par Nicole Belloubet au cours de ses cinq mois au MENJ. C'est Geoffroy de Vitry, nommé Haut-commissaire à l'enseignement et à la formation professionnels le 13 mars 2024, qui était en charge de son application. La ministre a cependant renoué le dialogue avec les organisations syndicales, qu'elle a rencontrées le 4 juin 2024 pour leur annoncer la création à la rentrée 2024 d'un "comité de suivi" de la réforme, au sein duquel elles siégeront ([lire sur AEF info](#)).

Pour autant, la majorité d'entre elles y reste opposée, en raison de la refonte du cursus de lycée qui instaure à partir de la rentrée 2024 des "parcours différenciés" en fin de terminale ([lire sur AEF info](#)), avance les épreuves du bac et raccourci le nombre de semaines de cours du tronc commun ([lire sur AEF info](#)).